

► lourdes, voir explosives : réduction des dépenses publiques, fin des subventions, réformes des banques, du marché du travail...

Il y a peu d'espoir à attendre des « frères arabes et musulmans ». L'argent des financements islamiques coûte cher, au moins autant que les prêts traditionnels. L'Algérie s'est montrée assez chiche dans son appui, arguant de surprenantes « difficultés de trésorerie » (malgré d'immenses réserves placées en bons du trésor américains). Peu ou pas d'espoir du côté du Golfe. Le Qatar ne donne rien pour rien et envisage d'un mauvais œil la défaite de ses protégés islamistes. Et les Émirats, eux, qui n'aiment pas les islamistes, n'aiment pas les révolutions...

Les questions de trésorerie et d'endettement sont toujours révélatrices d'un malaise plus profond. Toute la machine est pervertie par une culture de rente, par la proximité avec le pouvoir, par les secteurs protégés. Les principaux domaines productifs de l'économie tunisienne sont durablement affaiblis par la perte de productivité et le manque de rénovation. Le tourisme et le textile sont sinistrés, à réinventer. Le modèle basé sur la sous-traitance est usé jusqu'à la corde. Il tire l'économie vers le bas, empêche la modernisation et les gains de productivité. Et socialement, il se révèle désastreux. Le système scolaire, universitaire et les grandes écoles forment des milliers de cadres, d'ingénieurs, de scientifiques... pour une économie qui demande des ouvriers et des salaires à bas prix.

C'est « le syndrome Zara », pour reprendre l'expression d'un entrepreneur : « on préfère importer, ouvrir des magasins, vendre ce qui est fait ailleurs, plutôt que de créer nous-mêmes un Zara tunisien, basé sur l'expérience et l'inventivité ».

Conclusion d'un expert international : « avec le système actuel, la Tunisie ne pourra plus dépasser 2 à 3 % de croissance par an. Pas assez pour s'enrichir, pour se développer, faire travailler tous ses enfants, accéder à un statut réellement émergent. Pour aller plus vite, il faut casser le plafond de verre, entrer dans le principe d'une économie compétitive, inventive, entrepreneuriale. Ce qui représente des années d'efforts, de bonnes réformes macro et micro, de bonne gouvernance... » ■

*Centre commercial à Tunis. Comment sortir de l'économie de rente ?*

